

L'Union Européenne et l'exploitation du virus Sars-cov-2

Posté le : 12 avril 2020 10:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, Analyse sectorielle, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale

Un des côtés franchement odieux des européistes est l'opportunisme qui les animent à chaque fois qu'une crise touche le monde pour arracher aux Etats plus de pouvoirs et de moyens, alors que rien ne prouve jamais que les démembrements obtenus auraient eu un avantage quelconque. La crise de 2008 a vu une extension considérable du rôle de la BCE dans le contrôle des banques, sans réel bénéfice pour personne.

Ce soir, l'interview de Thierry Breton est annoncée et on nous promet un discours en faveur d'une extension du rôle de l'UE dans la santé. L'Europe institutionnelle avait-elle un rôle à jouer face à l'épidémie de coronavirus et a-t-elle eu une attitude utile et efficace ? Tout le monde a constaté que non, mais la réponse immédiate a été : « normal, ce n'est pas une compétence de l'Union Européenne ».

Ce qui est partiellement faux.

La Commission et le Parlement, depuis le catastrophique traité de Lisbonne, se sont vus attribués la possibilité d'agir à peu près dans tous les domaines, même et surtout dans tous ceux qui ne sont pas de la compétence **exclusive** de la Commission. Il faut se souvenir que le traité de Lisbonne accorde des compétences exclusives à la Commission mais a supprimé les politiques exclusives des états.

« Il existe des défis transnationaux, communs à tous les Européens, sur lesquels avoir une vision d'ensemble devient un atout. Dans ces cas, l'action de l'Union européenne vient compléter celle des Etats ». Comme il n'y a guère de sujets où de tels défis ne peuvent pas se trouver, tout est ouvert à des « politiques complémentaires » pour « d'appui » dont le développement pourra, à terme, créer les conditions d'un nouveau monopole d'initiative de la Commission. C'est la politique dite du rhizome, née à l'extrême-gauche, reprise par les Islamistes et idéale pour les européistes, tendance Jean Monnet et comité Delors : des racines souterraines se développent partout, se joignent et finissent par créer un tissu inexpugnable.

L'exemple de la politique de santé le démontre avec la plus grande clarté. Qui sait qu'il y a une politique de santé publique européenne ? Personne à part quelques initiés. La presse quotidienne nationale n'en parle pas. Les grands médias télévisés encore moins. Même les professionnels de la politique dans les partis n'en savent en général rien. Lors d'une récente émission Zemmour & Naulleau personne ne paraissait même le savoir, alors qu'il s'agit de journalistes plutôt bien informés.

Le traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) lui donne pourtant, à l'article 168, une base pour intervenir dans les domaines (très larges) suivants :

L'amélioration de la santé publique ;

L'information et l'éducation en matière de santé ;

La prévention des maladies et des causes de danger pour la santé physique et mentale ;

La lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et

leur prévention ;

La surveillance, l'alerte et la lutte contre les menaces transfrontières graves sur la santé ;

La réduction des effets nocifs de la drogue sur la santé.

On voit que la « surveillance et l'alerte contre les menaces transfrontalières graves sur la santé » sont dans la liste et que le Sars-Cov-2 a dû être immédiatement ciblé par la cellule « d'appui » (sic) européen, comme menace grave transfrontalière. En vérité, il ne s'est rien passé du tout et les Etats ont pris leur responsabilité et fermé leurs frontières dès qu'ils ont compris la nature de la menace, sauf naturellement E. Macron pour qui l'idéologie européiste est un réflexe plus solide que la crainte des effets d'un virus sur la population du pays qu'il dirige.

Certains diront : peut-être l'administration de cette fonction d'appui n'avait-elle pas pu être effectivement mise en œuvre. Pas d'effectif ; pas de budget ; pas d'action. Normal !

Faux une fois de plus.

« L'UE agit dans le cadre d'une programmation pluriannuelle, mise en œuvre par l'Agence exécutive pour les consommateurs, **la santé** et l'alimentation (CHAFEA). Actuellement inscrit dans la stratégie globale Europe 2020, le Programme Santé pour la période 2014-2020 poursuit "quatre objectifs spécifiques dans 23 domaines prioritaires" :

"Prévenir les maladies et favoriser des modes de vie sains" ;

"Protéger les citoyens des menaces transfrontières graves" ;

"Contribuer à des systèmes de santé innovants, efficaces et viables" ;

"Faciliter l'accès des citoyens à des soins de santé sûrs et de qualité".

Pour réaliser ces objectifs, des appels à propositions, appels d'offres et appels pour des actions conjointes sont lancés par la CHAFEA. Les financements sont attribués en fonction des priorités et des critères redéfinis chaque année avec les Etats membres dans un "plan de travail annuel". Le premier programme Santé (2003-2007) de l'UE bénéficiait d'une enveloppe de 353,77 millions d'euros, le deuxième (2008-2013) de 321,50 millions d'euros. Le programme actuel est quant à lui doté d'un budget de 449,4 millions d'euros. »

Donc, nous trouvons bien une administration, la CHAFEA, et d'un budget d'un demi-milliard d'euros, ce qui n'est pas rien, qui aurait été très utile pour acheter des masques, des tests et des respirateurs.

Il existe deux autres instances :

- la Direction Générale de la Santé (DG Santé), qui dépend du commissaire européen à la santé

- la Direction Générale de la recherche (DG Recherche), qui dépend du commissaire européen à la recherche.

De ces instances, seule DG Recherche, gérant la contribution financière des états membres et finançant les projets clefs, a un réel pouvoir. DG santé n'est absolument pas habituée à intervenir en cas de crise et est d'ailleurs incapable de le faire, simplement par qu'elles sont privées de compétences médicales.

« Toutes ces directions sont truffées de bureaucrates qui ne connaissent qu'une chose : la novlangue

bureaucratique ; ils ont une idée totalement floue de la réalité. Dans une période comme celle que nous vivons ils sont complètement perdus », dira en démissionnant le président du Centre Européen de Recherche.

Impact de ce budget, de ce plan d'action et de cette administration sur la politique contre le virus ? Nul. De l'argent fichu en l'air. Mais quelques prébendiers ont été et restent bien rémunérés et une racine a été plantée pour expliquer que l'Union aurait dû être à la tête de la lutte contre le virus, qu'il faut lui donner plus de moyens, qu'il faut une « vraie » politique de santé publique européenne, avec un budget réellement conséquent, d'au moins x% du PIB global etc. Telle est l'éternelle réclamation des européistes : l'Union européenne a été défaillante, il faut lui donner plus de pouvoirs et d'argent.

Des exemples comme celui-ci, il y en a des dizaines, avec à chaque fois une enflure des programmes et des dépenses au fur et à mesure que le temps passe, dans le silence médiatique total, avec des résultats nuls, sinon celui de déresponsabiliser les Etats, confrontés à mille luttes analogues, portés par des groupes de pression, des élus européens qui se croient titulaires de la politique à y mener, des associations militantes ou des clubs subventionnés par l'UE et qui militent inlassablement pour « toujours plus d'Europe ».

Comme l'écrit Giscard : « La seule démarche fédérative qui peut aboutir en Europe n'est pas la démarche imposée du haut vers le bas, de type napoléonien, vouée à l'échec, mais celle conduite avec réalisme du bas vers le haut, par le jeu du transfert de compétences ! » Surtout si ces transferts sont cachés à l'opinion.

En attendant la Commission, le 7 avril, entendait jouer la mouche du coche sur le déconfinement : « Demain (mercredi 8) la Commission va adopter des orientations, sa vision sur comment les États membres devraient de manière coordonnée mettre en œuvre, le moment venu, des mesures pour sortir de cette période de confinement et, de manière générale, des autres mesures prises dans ce contexte », a annoncé mardi son porte-parole Eric Mamer. « Nous pensons qu'il est important de sortir avec ces propositions maintenant puisque certains Etats membres commencent déjà à annoncer des premiers pas dans cette direction pour les semaines à venir, et il nous a semblé très important que cela puisse se faire de manière coordonnée », a-t-il précisé.

Pour ceux qui ne le savent pas, il existe un service des porte-parole, avec chef et chefs adjoints et 12 porte-parole, plus une flopée de secrétaires et administratifs, dans plusieurs centaines de m2, avec informatique, bureautique, etc. Personne ne tient compte de ce qu'ils peuvent bien dire. La PQN française ne rapporte JAMAIS les propos de ce service.

Les bureaucrates restent et Mauro Ferrari, le président du centre de recherche européen, a remis sa démission. Servir de caution à un « machin » au milieu d'une catastrophe sanitaire ne lui a pas paru digne. Bravo !

Il serait peut-être utile de tirer définitivement la leçon de cet échec cinglant.

Il vaut mieux ne pas créer d'institutions ni de budget s'ils ne servent qu'à faire semblant et à grignoter du pouvoir sur les Etats, et éviter de les peupler de bureaucrates incapables (mais super bien rémunérés et/ou en argent et/ou en honneurs).

Les Européistes, eux, sont déjà en chasse. L'institut Jacques Delors l'affirme : « L'UE ne dispose que d'une compétence d'appui, qui prévoit pour l'essentiel des actions de coordination et de coopération. Une fois passée, la crise liée au Covid-19 devra être l'occasion de revoir les dispositifs existants et de réfléchir à la mise en place d'une véritable politique commune européenne de la santé, y compris sur le plan de la production industrielle. Plus que jamais, les citoyens demandent à l'Europe de les protéger, sur le plan sanitaire comme dans d'autres domaines ».

L'Europe protectrice ? Elle a tout cédé à la mondialisation version américaine, supprimé le tarif

extérieur commun, accepté des traités commerciaux inégaux, toléré des sanctions américaines de D. Trump sans vraie réaction, imposé une croissance faible dans le cadre de budgets cadenassés, refusé de contrôler les mouvements de populations problématiques, interdit de créer des grandes entreprises européennes capables de résister aux molochs américains et Chinois, etc.

La seule chose qui intéresse l'UE et les mouvements européistes, c'est d'arracher le plus de pouvoir et d'argent possible aux Etats nationaux, éclatés par la régionalisation, et devenus un ensemble de « territoires » sans force et sans âmes, afin, à terme, de créer une Europe fédérale de type américaine et sous domination américaine, parlant anglais et gérant pratiquement toutes les politiques au profit de grands intérêts étrangers, tout en faisant droit à mille lobbies et groupements militants.

Une fois une fonction captée, impossible de revenir en arrière. Le fait que les socialistes, de Mitterrand à Hollande aient détruit le système de santé français, avec l'appauvrissement des médecins et chirurgiens libéraux, l'installation d'une bureaucratie terrifiante, incapable et paralysante (35% d'administratifs en France contre 24% en Allemagne), les 35 heures et la retraite à 60 ans, l'imposition d'une cogestion avec les syndicats, la sous-traitance au moins disant mondial pour les médicaments et les équipements médicaux, l'envahissement des structures par des immigrés, légaux ou non, avec le triomphe de la sottise tous azimuts avec Marisol Touraine, incapable notoire, imposée pendant 5 ans à des professionnels de santé catastrophés, ne justifie pas qu'on transfère la politique de santé à l'Union Européenne.

Non, il faut simplement l'arracher au socialisme et à l'énarchie, pour la rendre aux professionnels de santé.